



## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

# REGLEMENT SUR LA POLICE DU CIMETIERE

Le Maire de la commune d'ARÈS,

Vu l'ordonnance du 6 décembre 1843,

Vu les articles L 131-2, L361-1 à L361-18 du Code des Communes,

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures réclamées par la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et la décence dans le cimetière ;

## ARRETE

### TITRE I : Dispositions générales

#### ARTICLE 1

Les inhumations sont faites soit dans des terrains communs ou non concédés, soit dans des fosses ou sépultures particulières concédées comme il sera dit ci-après.

Dans le cas d'une tombe, les fosses doivent être ouvertes sur 1,50 m de profondeur, de 0,80 m de largeur et 2 m de longueur.

#### ARTICLE 2

Tout particulier peut faire placer sur la fosse de son parent ou de son ami, une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture, sauf par lui à se conformer aux dispositions ci-dessous énoncées.

### TITRE II : Des inhumations en terrain commun

#### ARTICLE 3

Les inhumations en terrains non concédés se feront dans les emplacements et sur les alignements désignés par l'autorité municipale.

#### ARTICLE 4

Dans les terrains non concédés, les inhumations seront faites dans des fosses particulières creusées sur des lignes parallèles. Chaque fosse portera un numéro.

#### ARTICLE 5

Aucune fondation, aucun scellement, sauf des scellements extérieurs ne pourront être effectués dans les terrains non concédés. Il n'y sera déposé que des signes funéraires dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise des terrains par l'administration.

## **ARTICLE 6**

Les emplacements dans lesquels auront lieu les inhumations dans les terrains communs ne pourront être repris qu'après la 5<sup>ème</sup> année révolue.

## **ARTICLE 7**

Les signes funéraires placés sur les terrains non concédés ne pourront dépasser, sur les tombes d'adultes 2 m de longueur sur 0,80 m de largeur, et sur les tombes des enfants décédés au-dessous de sept ans, 1 m de longueur sur 0,40 m de largeur.

### **TITRE III : Des inhumations dans les terrains concédés**

## **ARTICLE 8**

Des terrains peuvent être concédés pour des sépultures particulières. Les concessions sont de trois sortes :

- Temporaires à 15 ans : de 2 m sur 1 m (soit 2 m<sup>2</sup>)
- Perpétuelles : pour caveaux à 6 places de 3 mètres sur 1,80 (soit 5,40 m<sup>2</sup>)
- Perpétuelles : pour caveaux à 12 places de 3 m sur 3,30 m (soit 9,90 m<sup>2</sup>)

Les tarifs de concessions y compris ceux du columbarium sont fixés annuellement par délibération du Conseil Municipal.

## **ARTICLE 9**

Les concessions temporaires (tombes) seront occupées à la suite et sans interruption dans les emplacements désignés par les agents de l'administration. Elles seront séparées les unes des autres par un espace libre de 0,30 m.

## **ARTICLE 10**

Tous les terrains concédés devront être entretenus par les concessionnaires, en état de propreté ; les monuments funéraires seront par eux maintenus en bon état de conservation et de solidité.

## **ARTICLE 11**

Les titulaires de concessions temporaires auront la faculté de les renouveler à l'expiration de chaque période de 15 années, faute de quoi, l'administration pourra prescrire la reprise des concessions dont le terme sera expiré. Cette opération sera annoncée aux intéressés trois mois à l'avance avec toute la publication nécessaire.

## **ARTICLE 12**

A l'expiration des concessions de 30 ans et plus, et faute de réclamations par les familles, les sépultures seront réputées abandonnées dans les conditions prescrites par les articles L 361-17 et R 361-21 du code des communes. L'administration reprendra possession des terrains concédés dans l'état où ils se trouveront, même avec les constructions qui y auraient été élevées. Les restes mortels que contiendraient encore les sépultures et qui n'auraient pas été réclamés, seront recueillis et inhumés avec toute la décence convenable dans l'enceinte du cimetière et dans l'ossuaire qui sera prévu à cet effet.

### **ARTICLE 13**

Les titulaires de concessions perpétuelles auront la faculté de faire construire sur le terrain qui leur est concédé, des caveaux de famille et devront se conformer aux prescriptions ci-après :

- La construction de caveaux ou de monuments sur les terrains concédés ne pourra se faire qu'en vertu d'une autorisation du Maire ;
- Les caveaux de six places auront 3 m de longueur et 1,80 m de largeur épaisseur des murs et revêtement compris et les 12 places auront 3 m de longueur et 3,3 m de largeur épaisseur de radier comprise, profondeur variant suivant le nombre de places désiré dans le caveau ;
- Les radiers auront 0,20 m d'épaisseur en béton armé dosé à 300 KG de C.P.J par mètre cube. Ils seront construits au dessous du niveau du sol naturel à 1,10 m de profondeur, épaisseur de radier comprise, profondeur variant suivant le nombre de places désiré dans le caveau ;
- Les maçonneries seront, tout au moins sur 1,15 de hauteur, au dessus du radier, en béton banché dosé à 300 kg obligatoirement étanches, auront 0,20 m d'épaisseur et seront impérativement bâties jusqu'au trait bleu de référence. Le reste peut être bâti en agglomérés de béton plein de 0,20 m d'épaisseur jusqu'à la hauteur définitive ;
- Les caveaux seront espacés les uns des autres de 0,30 m toutes maçonneries ou revêtements (granit ou similaires) terminés. Les espaces libres seront obligatoirement cimentés avec pentes respectives sur l'axe ;
- La hauteur maximale au dessus du sol naturel sera de 1,40 m épaisseur du dessus terminé ;
- Le passage de l'ouverture du caveau aura 0,80 m de largeur et 0,70 m de hauteur , feuillures non comprises soit, pour une plaque de fermeture en béton armé (ou autre matériaux) de 0,90 m x 0,80 m x 0,05.

Cette ouverture sera obligatoirement située à l'axe du caveau et à 0,10 m au dessous de la partie inférieure de la dalle de couverture.

Le bas des plaques de fermeture doit être impérativement au niveau des repères de référence bleus tracés sur le bas des murs de clôtures intérieurs du cimetière. Ces repères seront également la hauteur impérative des bâtis en béton banché armé de 0,20 d'épaisseur.

Le niveau des trottoirs des espaces libres entre les caveaux (0,30) pourra se situer environ à 0,10 en dessous de ces repères bleus.

### **ARTICLE 14**

Il peut être accepté des cuves préfabriquées à condition qu'elles correspondent aux normes exigées par la D.D.A.S.S., par le conseil supérieur d'hygiène publique de France, que le bas des ouvertures se situe au niveau des traits bleus et qu'elles épousent parfaitement les dimensions des concessions.

### **ARTICLE 15**

Les titulaires de concessions perpétuelles seront tenus d'effectuer la construction des caveaux dans un délai de deux années, à compter de la date de la remise du titre de concession.

### **ARTICLE 16**

Le délégué de l'administration surveillera les travaux de construction des caveaux et sépultures, de manière à prévenir les anticipations, les dangers qui pourraient résulter d'une mauvaise construction, enfin, tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines et à la salubrité.

## **TITRE IV : Des dépositoires**

### **ARTICLE 17**

Le séjour dans le dépositoire public donnera lieu à la perception de droits fixés annuellement par le Conseil Municipal. Les séjours d'un corps dans le caveau provisoire municipal ne doivent pas excéder douze mois. Il ne peut être admis que dans les deux éventualités suivantes et dans la limite des disponibilités :

- Si l'inhumation définitive du corps doit avoir lieu dans une concession perpétuelle ou temporaire qui n'est pas en état de le recevoir.
- Si la famille n'a pas encore déterminé le lieu et le mode de sépulture définitive du corps.

## **TITRE V : Ossuaire et jardin du souvenir**

### **ARTICLE 18**

Le service de police municipale est chargé de veiller au bon entretien par les services techniques de la commune de l'ossuaire situé dans le vieux cimetière ainsi que de l'emplacement affecté comme jardin du souvenir.

Il devra assurer la surveillance des opérations suivantes :

- Affectation dans l'ossuaire des restes des personnes inhumées dans les terrains concédés ou non repris après le délai de rotation ;
- Epandage convenablement réalisé des cendres des restes exhumés, en provenance du crématorium, dans la partie spécialement affectée à cette fin, du jardin du souvenir ;
- Gravure des noms des personnes – même si aucun reste n'a été retrouvé – précédemment inhumées dans les terrains concédés au nom du cimetière sur le dispositif établi à cet effet dans le jardin du souvenir ;
- Il devra enfin consigner les noms des mêmes personnes sur le registre spécial dûment coté et paraphé, qu'il devra tenir à disposition du public durant les heures d'ouverture du cimetière.

## **TITRE VI : Du service des inhumations dans l'intérieur du cimetière**

### **ARTICLE 19**

Les convois seront introduits dans le cimetière par la porte principale.

### **ARTICLE 20**

Lorsque le convoi sera parvenu au lieu de la sépulture, le cercueil sera descendu avec respect par les porteurs et porté à pas lents sur le bord de la fosse ou du caveau.

### **ARTICLE 21**

Les convois de nuit sont expressément interdits.

## **TITRE VII : Des mesures d'ordre intérieur et de la surveillance**

### **ARTICLE 22**

Les chemins intérieurs du cimetière seront constamment maintenus libres. Les dégradations et les dommages causés aux chemins ou tout autres dommages constatés dans l'intérieur du cimetière seront réparés aux frais des contrevenants.

### **ARTICLE 23**

L'entrée du cimetière sera interdite aux ivres, aux marchands ambulants, aux personnes qui seraient suivies par un chien ou autres animaux domestiques, enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les personnes admises dans le cimetière et qui ne s'y comporteraient pas avec tout le respect convenable ou qui enfreindraient quelqu'une des dispositions du présent règlement, seront expulsées par les agents de l'administration, sans préjudice des poursuites de droit.

### **ARTICLE 24**

Il est expressément défendu :

- D'escalader les murs de clôture du cimetière, les grilles des sépultures, de monter sur les monuments, d'écrire sur les pierres tumulaires, de couper ou d'arracher les fleurs plantées sur les tombes, enfin d'endommager d'une manière quelconque les sépultures ;
- De déposer des débris dans quelques parties que ce soit du cimetière, sauf dans les emplacements (trois) prévus à cet effet.

### **ARTICLE 25**

Les matériaux nécessaires pour les constructions et les terres provenant des fouilles seront déposés provisoirement dans les emplacements désignés par l'administration lorsqu'ils ne pourront l'être sur le terrain concédé. Les gravats, pierres, débris, etc...restant après l'exécution des travaux être enlevés avec soin, à la décharge publique, de telle sorte que les abords du monument soient libres. En particulier, le gâchage du mortier ou du ciment sera exécuté sur des plaques de bois ou de métal de manière à ne laisser aucune trace, le travail terminé.

Aucun dépôt, même momentané de terres, matériaux, outils, vêtements ou objets quelconques, ne pourra être effectué sur les tombes riveraines.

### **ARTICLE 26**

Les concessionnaires ou constructeurs seront tenus de se conformer aux dispositions qui seront prescrites par l'administration pour l'exécution des fouilles, pour les précautions à prendre, enfin pour tout ce qui peut tendre à assurer la conservation des sépultures, la liberté de la circulation et, en général, l'exécution du présent règlement.

### **ARTICLE 27**

Lorsque les concessionnaires ou constructeurs devront enlever des terres hors du cimetière, l'administration s'assurera au préalable que ces terres ne contiennent aucun ossement.

### **ARTICLE 28**

Aucun travail de construction, de terrassement ou de plantation n'aura lieu dans les cimetières, les dimanches et fêtes, sauf en cas d'urgence, sur l'autorisation de l'administration.

Des plantations pourront être faites à l'exception d'arbres et d'arbustes, par les concessionnaires de terrains dans le cimetière communal dans les limites du terrain concédé et de telle sorte qu'en aucun cas elles ne puissent produire anticipation, par leurs branches ou par leurs racines sur les concessions voisines, par suite de leur croissance.

Elles devront, en outre, toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage dans les allées ou dans les entre tombes.

Celles qui seraient reconnues nuisibles soit par leur anticipation sur les sépultures voisines, soit par la gêne apportée à la surveillance ou au passage, soit pour tout autre cause devront être élaguées, recépées, ou abattues, si besoin est, à la première mise en demeure de l'administration.

#### **ARTICLE 29**

Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, il sera dressé procès verbal pour être statué ce que droit par les tribunaux compétents, sans préjudice du droit pour l'administration de faire exécuter le travail d'office et aux frais du concessionnaire en cas de danger grave et imminent pour la sécurité et la circulation.

#### **ARTICLE 30**

Les fleurs, arbustes, croix, grilles, entourages et les signes funéraires de toutes sortes ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation expresse des familles et de l'administration.

L'autorisation de l'administration sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise.

#### **ARTICLE 31**

Il est interdit d'apposer des affiches, tableaux et autres signes d'annonce aux murs et portes des cimetières.

### **TITRE VII : Des exhumations et des transports**

#### **ARTICLE 32**

Conformément à l'article 78 du code civil et à l'article R 361-15 du Code des Communes, il ne sera procédé à aucune exhumation sans une autorisation expresse et par écrit du maire, sauf pour les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire.

#### **ARTICLE 33**

Le maire prescrira éventuellement dans chaque cas, les mesures particulières à prendre dans l'intérêt de la salubrité, sans préjudice de l'observation des prescriptions générales édictées par le Code des Communes, partie réglementaire.

#### **ARTICLE 34**

Les fossoyeurs dans l'exécution des fouilles nécessaires pour opérer une exhumation auront soin de ne pas mettre à découvert les corps voisins. L'exhumation aura lieu en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister.